
ICANN76 | Forum de la communauté – ccNSO : nouvelles ccTLD

Mardi 14 mars 2023 – 10h30 à 12h00 CUN

JOKE BRAEKEN :

Veuillez vous installer. Nous allons commencer très bientôt. Merci.

Nous allons lancer l'enregistrement. Oui. Bonjour et bienvenue à cette séance d'information ccNSO. Je m'appelle Joke. Avec Kim et Bart, nous sommes les responsables de la participation à distance pour cette session.

Veuillez noter que cette session est enregistrée et qu'elle est régie par les normes de comportement attendu de l'ICANN.

Au cours de cette session, les questions ou commentaires sur le chat ne seront lus à haute voix que s'ils sont formulés correctement comme je l'ai formulé dans le chat. Je lirai les questions et les commentaires à haute voix pendant la durée fixée par le président ou le modérateur de cette session.

L'interprétation pour cette session comprendra l'anglais, l'espagnol, le français et l'arabe. Cliquez sur l'icône d'interprétation dans Zoom et sélectionnez la langue que vous écouterez pendant cette session.

Si vous souhaitez prendre la parole, levez la main dans la salle Zoom, et une fois que l'animateur aura appelé votre nom, débranchez votre micro et prenez la parole. Avant de prendre la parole, assurez-vous

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier, mais pas comme registre faisant autorité.

d'avoir sélectionné la langue dans laquelle vous vous exprimerez, dans le menu d'interprétation. Veuillez indiquer votre nom pour l'enregistrement et la langue dans laquelle vous parlez si vous parlez une langue autre que l'anglais. Lorsque vous parlez, veuillez à mettre en sourdine tous les autres appareils et publications. Veuillez parler clairement et à un rythme raisonnable pour permettre une interprétation précise.

Cette session comprend une transcription automatique et en temps réel. Veuillez noter que cette transcription n'est pas officielle ; elle ne fait pas autorité. Pour visualiser la transcription en temps réel, cliquez sur le bouton *closed captions* dans la barre d'outils de Zoom.

Pour assurer la transparence de la participation au modèle multipartite de l'ICANN, nous vous demandons de vous connecter aux sessions Zoom en utilisant votre nom complet. Par exemple, un prénom et un nom de famille, ou un nom de famille. Vous risquez d'être exclus de la séance si vous ne vous connectez pas en utilisant votre nom complet.

Sue ce, je cède la parole à la présidente de séance, Gudrun.

GUDRUN POULSEN :

Oui. Bonjour à toutes et à tous. Bonjour ou bonsoir. Bienvenue à cette séance d'information sur les nouvelles de la ccNSO. Nous sommes très heureux et heureuses d'être ici à Cancún. Je vais gérer cette séance. Je m'appelle Gudrun. Je suis d'un petit pays, les îles Féroé. Et je représente .FO pour les îles Féroé.

Donc, la commission a donc organisé plusieurs séances d'information. Il y en aura deux cette fois. Nous avons une séance générale, et nous aurons une deuxième séance demain, mercredi, où nous parlerons du fossé numérique et de l'impact sur les ccTLD. La séance demain sera dirigée par Annaliese Williams de .AU.

Ces séances d'information font partie depuis plusieurs années de notre programme et ont fourni une plate-forme mondiale pour pouvoir partager nos expériences dans ce forum où nous partageons nos expériences diverses.

Pendant 90 minutes, nous allons avoir des mises à jour de six ccTLD : Argentine, Afrique du Sud, Canada, République tchèque, Russie et Indonésie.

Pour les participants à distance, nous vous indiquons que les personnes qui vont s'exprimer sont ici dans la salle. Comme nous l'avons expliqué, nous avons une interprétation en direct, simultanée. Nous allons avoir Andrea Ramos, qui sera notre première intervenante, qui va s'exprimer en espagnol. Donc vous aurez tous besoin d'utiliser votre matériel pour l'interprétation simultanée.

Je vais présenter la première intervenante. Andrea est responsable de .AR et elle va faire la présentation sur le travail en Argentine, consacré à l'Internet et la création de .AR ; donc nous pouvons l'applaudir, il s'agit de sa première réunion de l'ICANN

ANDREA RAMOS :

Bonjour à tous. Je suis Andrea Ramos et je vais vous parler en espagnol.
[Inaudible].

Tout d'abord, j'aimerais remercier l'ICANN de l'opportunité qui m'a été donnée, [inaudible] l'opportunité et de sa patience, parce qu'il est très important pour nous d'être ici. Et c'est très important pour moi de pouvoir m'exprimer dans ma langue.

Ce très beau bâtiment, c'est le Palace San Martin. C'est le siège du Ministère des affaires étrangères argentin, dans la ville de Buenos Aires. Et le 23 septembre 1987, dans un bureau tout proche de ce Palace de San Martin, un groupe de jeunes pionniers a reçu une confirmation très importante. Le domaine .AR était officiellement enregistré. L'Argentine avait enfin son identité sur l'Internet.

35 ans plus tard, notre ccTLD a près de 700 000 domaines enregistrés comme vous pouvez le voir sur ce camembert. L'écrasante majorité est enregistrée au .com.ar [inaudible] au registre au premier niveau qui représente déjà 14 % des domaines totaux. On peut enregistrer directement au premier niveau depuis 2020. Et à ce niveau-là, nous avons beaucoup évolué. C'est un défi. Les gens ont du mal à le comprendre. Mais bon. Ça, on en parlera à une autre occasion.

Ça, c'est mon neveu. Il adore avoir un portable entre les mains. À n'en pas douter, l'Internet a totalement changé nos vies, pour le bien comme pour le mal. Hier, on disait qu'on a vécu la plus grande transformation de notre histoire. Et nous sommes les contemporains et les témoins de cette transformation. Mais cette transformation qui est merveilleuse a un coût et présente un certain nombre de défis, des défis qui se

renouvellent chaque jour. Et face à ces défis, nous avons plus de questions que de certitudes.

Nous devons fêter nos 35 années de création. On aurait pu organiser un cocktail, un webinaire. Mais pour marquer notre 35^e anniversaire, on a décidé d'avoir un espace de dialogue, de réflexions plurielles et diverses, pour voir si l'on pouvait trouver les réponses. Et également, à n'en pas douter, pour susciter de nouvelles questions.

Nous avons réuni 35 articles, écrits par plus de 40 personnes. Sur cette image, vous pouvez voir le nom de bon nombre d'entre elles. Vous les reconnaîtrez peut-être. Olga Cavalli, beaucoup de noms qui sont des références dans le monde de l'Internet en Argentine. Il y a des journalistes, des personnalités du monde académique, des utilisateurs de l'Internet, des personnes qui sont des influenceurs, un groupe, comme vous le voyez, très varié et inclusif pour penser à l'Internet 35 ans après notre avènement dans le monde de l'Internet.

Et là, vous voyez une image de la charte qui a participé à ce processus. Je vous le disais, beaucoup de personnes ont participé à l'écriture de ces articles. Et ce livre, dont je vais vous parler par la suite, je vous invite à le lire. Et j'aimerais mentionner le nom de deux personnes, deux pionniers.

Là, vous voyez à l'écran Jorge [Amodillo], qui a été l'un des pionniers du .AR, il y a 35 ans. Et dans l'article qu'il a écrit pour ce livre, il nous raconte, entre autres, que la connexion était très mauvaise. Notre premier serveur DNS se trouvait en dehors de l'Argentine. La connexion

téléphonique était primitive. Mais on était déjà connectés au monde, et c'était ça l'important.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Pourriez-vous ralentir un peu ?

ANDREA RAMOS :

Hier, on a beaucoup parlé de la participation des femmes. Vous voyez à l'écran Alicia [Banuelos], pionnière du monde de l'Internet. Ça a été la première personne qui a connecté un courrier électronique en Argentine et elle nous relate dans son article une réflexion sur l'actualité, en disant que les premiers qui adoptent la technologie, ce sont les enfants. Et que, à cette étape-là, le rôle de l'État est prépondérant. Et moi j'ajouterais, surtout dans les pays du Sud global.

Et on a fait un livre physique pour penser au monde numérique. En effet, nous sommes convaincus que le livre physique offre une expérience incomparable qu'on ne peut pas retrouver sur un autre support. Ce que vous voyez sur la droite, c'est un remerciement vis-à-vis d'une librairie populaire qui est très loin de notre pays. Et je ne pense pas que cette sensation, on aurait pu la recevoir sous format [inaudible]. Donc, il y a encore cet attachement à l'aspect physique. Et de cette manière, on distribue par courrier postal et gratuitement plus de 4500 livres auprès de bibliothèques, d'universités, d'écoles, de journalistes, de chercheurs et de beaucoup de nos collègues de la région des autres ccTLD.

Ça, c'est très important parce que notre vie ne cesse d'osciller entre le physique, le numérique, ce qui est à distance, ce qui est en présentiel. Et même lorsqu'on est présent, on est connecté de manière distante. C'est-à-dire qu'il y a un va-et-vient sans arrêt. Et ce livre essaie de retracer ce cheminement justement.

[inaudible] Argentine, l'accessibilité, c'est l'un de nos objectifs primordiaux. Donc, pour que ce livre puisse parvenir au plus grand nombre, on a fait une version audiolivre, qui peut également être écoutée sur toutes les plates-formes, en espagnol pour l'instant, et on a également fait une version en PDF.

La version en espagnol, vous pouvez la trouver en scannant ce code QR qu'on va ensuite vous donner.

Et donc, je repars en étant convaincue qu'il est indispensable de faire une traduction en anglais de ce livre pour toucher encore plus de monde que possible. Donc, merci de m'avoir encouragée à faire cela à l'ICANN et pour la suite des choses.

Cette année donc, nous célébrons en Argentine 40 ans de démocratie ininterrompue. Et pour ceux d'entre nous qui viennent de pays qui souffrent d'instabilité, on sait que c'est une source de grande satisfaction. Et on travaille d'ores et déjà sur un nouveau livre qui va nous permettre de continuer à réfléchir à l'Internet. Parce que nous sommes convaincus du fait que les défis de l'Internet, ce sont les défis de nos démocraties. Et parce que nous savons qu'il vaut toujours mieux réfléchir tous ensemble.

Merci beaucoup.

GUDRUN POULSEN : Oui, merci. Merci beaucoup de votre présentation. Y a-t-il des questions pour Andrea dans la salle ? Pablo, allez-y.

PABLO RODRIGUEZ : Merci beaucoup de cette présentation. Je suis Pablo Rodriguez, de .PR au Porto Rico.

C'est réellement impressionnant de voir tout ce qu'a fait le .AR en l'espace de 35 ans. Et j'aimerais que tu nous dises quelles autres publications vous avez faites autres que les publications qui s'adressent aux enfants uniquement.

Merci.

ANDREA RAMOS : Merci de cette question.

Donc, on a publié ce livre. On en prépare un autre. Mais il n'y a pas d'autres publications prévues. En fait, on partage différents contenus en permanence pour promouvoir le débat, la réflexion, parce que nous ne sommes pas seulement un organisme technique. Nous sentons la responsabilité de travailler sur l'inclusion, la participation et l'accessibilité de tous.

Je ne sais pas si j'ai bien répondu à votre question.

PABLO RODRIGUEZ : Oui, tout à fait. Et je confirme que vous êtes réellement une inspiration pour tous. Et à n'en pas douter, une référence. Merci.

ANDREA RAMOS : Merci beaucoup. Y a-t-il d'autres questions ?

GUDRUN POULSEN : Merci beaucoup, Andrea. Excellente présentation. Et on poursuit.

J'aimerais maintenant vous présenter notre prochaine intervenante, Veronica Motloutsi, fondatrice et PDG de solutions numériques. L'une des dirigeantes les plus connues en Afrique du Sud. Elle va nous faire une présentation pour voir comment engager les femmes et les jeunes dans la gouvernance de l'Internet et le DNS. C'est à vous.

VERONICA MATLOUTSI : Eh bien, merci beaucoup. Merci. Je voudrais dire que je suis également vice-présidente du conseil de l'Autorité des noms de domaine. Et aujourd'hui, je vais vous parler de la manière dont nous avons inclus les femmes dans la gouvernance de l'Internet et dans le DNS.

Je vais donc voir pourquoi nous devrions nous concentrer sur les femmes. Je crois que c'est un thème extrêmement important de cette conférence. Et nous sortons juste de la Journée internationale de la femme. Et il est donc extrêmement important que les femmes jouent un rôle important dans les diverses nations du monde.

À Zadna, nous avons inclus dans le DNS et dans la gouvernance de l'Internet. Et nous essayons de faire un maximum. Notre ancien

président a dit que les libertés ne peuvent pas être atteintes à moins que les femmes soient émancipées de toutes les formes d'oppression. C'est une citation de Nelson Mandela. Donc, pour l'accès à Internet. Et ne pas avoir accès à l'Internet, c'est un type d'oppression. Et nous avons donc une responsabilité qui existe pour s'assurer que la plupart des femmes, des jeunes et des enfants soient sûrs sur l'Internet et soient inclus dans la gouvernance de l'Internet et dans le DNS.

Il y a un véritable besoin en Afrique que les femmes fassent plus dans le commerce électronique. L'e-commerce. Et c'est très important pour les échanges commerciaux en Afrique. Et un des outils, des capacités que nous pouvons avoir pour le commerce électronique, c'est l'utilisation de l'Internet. Et on peut se poser la question : est-ce qu'on a fait assez d'efforts pour renforcer les capacités des femmes et utilise l'Internet pour le commerce et le commerce électronique ?

Nous savons également que les femmes et les enfants sont souvent des victimes de crimes. Nous avons absolument besoin de plus les protéger. Dans notre engagement envers les femmes et les enfants, nous avons exploré plusieurs thématiques : la protection de l'empreinte numérique, la prise de conscience de l'utilisation malveillante du DNS, l'impact sur l'entrepreneuriat numérique, le comportement en ligne, la sécurité en ligne, la cybersécurité et la confiance.

Nous avons donc au niveau de toute la nation faite beaucoup de formations sur la cybersécurité, sur le commerce électronique, sur l'utilisation malveillante du DNS. Nous avons nommé des femmes et des jeunes femmes aux structures de gouvernance nationale de l'Internet, avec plus de 50 % de femmes. Nous avons également des

groupes d'intérêts au niveau des collèges et universités. Ce sont donc des personnes similaires qui contribuent aux normes de gouvernance concernant l'Internet. Nous bâtissons également des bureaux d'enregistrement avec des femmes qui sont à la tête de ses bureaux d'enregistrement, et de nombreux titulaires de nom de domaine qui sont des femmes. Cela permet de bien comprendre l'impact des femmes dans les noms de domaine.

Nous essayons donc de nous assurer d'avoir un maximum de femmes à la tête de ces bureaux d'enregistrement, notamment dans les *townships* dans les régions rurales et éloignées. Nous avons également des partenariats avec des institutions de formation. Nous nous concentrons donc sur divers noms de domaine. Nous nous assurons que tout cela soit inclus dans les programmes universitaires, cette gouvernance de l'Internet. Et nous faisons également beaucoup de recherches sur les noms de domaine et la gouvernance de l'Internet au niveau des établissements supérieurs.

Voici une photo d'une séance de formation avec l'Afrique du Sud, des femmes d'Afrique du Sud qui sont engagées dans la gouvernance de l'Internet, le commerce électronique et l'enregistrement de noms de domaine.

Il est donc extrêmement important que nous parlions d'autonomisation, de responsabilisation, notamment dans nos grandes villes. Nous avons organisé plusieurs manifestations également dans les régions rurales qui ne sont pas oubliées. Donc cela montre à l'écran comment nous travaillons dans les régions rurales,

dans toutes les communautés pour qu'il y ait une accréditation comme bureaux d'enregistrement à .ZA.

Donc, depuis que nous avons commencé ces engagements et ces initiatives, de manière très intentionnelle, nous avons fait participer les femmes au niveau des ccTLD, et notamment au niveau des politiques de lutte contre l'utilisation malveillante du DNS. Nous avons exploré différents rôles. Nous avons, en 2023, un forum sur la gouvernance de l'Internet, un IGF, qui va se dérouler avec beaucoup de femmes qui seront donc au centre de cette manifestation. Nous allons accroître le nombre de bureaux d'enregistrement dirigés par des femmes.

Alors quelles sont les leçons que nous avons tirées de tout cela ? Eh bien, nous avons compris que nous avons besoin de plus de financement pour soutenir toutes ces interventions et nous avons un processus budgétaire qui nous permet d'allouer des fonds pour l'intervention et la formation des femmes. Nous allons continuer de collaborer avec plus d'institutions d'enseignement supérieur et du secteur de l'éducation pour avoir des programmes qui s'adressent à encore plus de femmes et encore plus de secteurs. Nous devons être extrêmement intentionnels pour bâtir les bureaux d'enregistrement ayant à leur tête une femme.

Merci beaucoup de votre attention. C'est un effort à ZADNA, qui a été également dirigé par des femmes extrêmement engagées. C'est pour cela que c'est si important d'inclure ces femmes que j'aimerais remercier personnellement. Notre PDG que nous voyons ici sur l'écran.

Je suis prêt à répondre à vos questions.

GUDRUN POULSEN : Merci beaucoup. Est-ce qu'il y a des questions pour Veronica ? Allez-y. Merci beaucoup de votre représentation intéressante. Merci.

Eh bien, je vais maintenant vous présenter Byron Holland, qui est PDG du registre CIRA, du Canada, et il travaille depuis 2008. Byron Holland a beaucoup travaillé à la gouvernance de l'Internet dans la communauté ICANN. C'est un ancien président de la ccNSO, et il travaille la commission permanente également. Au Canada, il travaille pour un prestataire de services Internet des plus grands. Sous son leadership, CIRA a évolué pour devenir un fournisseur extrêmement large de services de cybersécurité pour les Canadiens et également au niveau international.

Nous allons maintenant écouter Byron Holland. Il va nous parler de cybersécurité pour tous les Canadiens.

BYRON HOLLAND : Oui, merci beaucoup. Bonjour à toutes et à tous.

Comme je l'ai mentionné, j'aimerais vous parler un petit peu des différentes stratégies que nous avons à CIRA. Et véritablement, c'est le résultat d'un environnement commercial qui a été modifié rapidement. Il y a encore plus de menaces notamment. Et de plus, avant la pandémie, et maintenant le monde post-pandémie, j'espère, eh bien, on peut voir que la croissance des noms de domaine est plus lente.

Donc avec l'accroissement des réseaux zombie, de l'hameçonnage et de tous ces problèmes, nous avons dû réagir et atténuer les risques et faire quelque chose en diversifiant nos opérations.

Nous avons un mandat, une mission de bâtir un Internet de confiance pour tous les Canadiens. Et nous l'avons fait de diverses manières depuis de nombreuses années. Et nous sommes concentrés sur notre cœur de métier, notre expertise, notre mission.

Donc voilà ce que je veux partager avec vous aujourd'hui.

Donc, travailler dans les noms de domaine, vous savez que, à CIRA, il y a plus de 3,3 millions de domaines .CA ; on se concentre là-dessus, mais ce n'est pas la seule chose sur laquelle nous nous concentrons. Il y a un autre chiffre. Huit millions. Ça, c'est le nombre d'utilisateurs finaux que CIRA protège avec ses services récursifs de DNS.

Nous avons des *firewalls*. Nous avons des protections au Canada. Nous avons une orientation et un moyen de lutte contre les différents logiciels malveillants. Et tous les Canadiens peuvent se protéger des menaces en ligne avec des technologies de haut niveau et des pare-feu de haut niveau. Nous avons des services dont qui nous aident à renforcer notre mission, mais ça fait simplement partie de quelques-uns des services qu'offre CIRA. Donc je vais me concentrer sur deux points, avec un certain aperçu de ce que nous faisons dans notre stratégie de diversification.

Nous avons une plate-forme de formation à la prise de conscience et la sensibilisation cybernétique. Nous travaillons avec diverses organisations et nous avons un programme automatisé par rapport à

l'hameçonnage. Donc plus de 440 organisations, ville, 45 écoles, universités. Donc il y a beaucoup de grandes entreprises qui utilisent cette plate-forme de formation.

Nous avons également le DNS Anycast, que vous connaissez bien pour certains d'entre vous. Ça, c'est une infrastructure du DNS qui fait autorité au niveau mondial pour que les domaines restent sûrs et résilients, performant à un haut niveau. Donc, nous avons 4 milliards de requêtes par jour en moyenne. Ça provient notamment d'universités. C'est une protection de toutes les organisations de recherche et universitaires au Canada.

Et le troisième service que nous avons, c'est TLD Anycast. Donc, ça, c'est un réseau que l'on a établi sur un standard de sécurité de .CA, mais nous avons de nombreux TLD auxquels nous apportons un service. Plus de 500 TLD, notamment. Et ça, c'est simplement une fraction. C'est un tiers de tous les TLD dans notre zone racine. Et ce service, ça représente 50 milliards de requêtes par jour. Donc ça, ça fait partie des services que nous offrons dans le contexte de diversification de notre stratégie.

Et on va se concentrer aujourd'hui sur la cybersécurité. Comme vous le savez, notre monde a beaucoup changé depuis la pandémie. Il y a une forte évolution vers la cybersécurité si importante de nos jours. Et c'est pour cela que nous avons décidé de nous concentrer sur cet espace cybersécurité en utilisant toutes nos diverses initiatives et compétences. Donc je vais me concentrer sur les pare-feu au Canada.

Alors maintenant [inaudible], ce sont les deux côtés d'une même monnaie. Alors comment est-ce qu'on a opéré ce changement avec

succès à partir d'un service unique, d'un fournisseur de service unique ? D'abord, on n'a jamais perdu de vue notre mission. Que devons-nous faire ? Créer un espace qui soit plus sûr pour les utilisateurs.

Mais la cybersécurité [inaudible] particulier pour nous, parce qu'on savait aussi étant donné la situation, la confiance était de plus en plus importante en votre propre environnement. Donc comment commencer à rétablir la confiance vis-à-vis de l'Internet.

Ensuite, on a utilisé pratiquement les mêmes outils technologiques de ce qu'on utilise tous les jours dans nos principales activités TLD. D'abord, on développe des partenariats très vigoureux. On ne travaille pas seul ; on travaille avec des partenaires clés dans notre espace et autour de notre espace, avec le Centre canadien pour la protection des enfants, le Centre canadien pour la cybersécurité. Et on utilise leurs données pour créer des pare-feu encore plus vigoureux par rapport aux autres [inaudible] qu'on reçoit.

Et ensuite, et c'est très important, nous sommes une corporation. Une corporation à but non lucratif, et ça, ça fait la différence. Donc on a une vision très long terme de cet investissement. On reconnaît que la cybersécurité c'est une bataille qui se gagne à long terme. Donc on pense à nos services vis-à-vis de la cybersécurité à partir de ce point de vue là, et aux relations avec les autres qui peuvent évoluer en permanence avec nos utilisateurs finaux, et essayer de relever le niveau de service à longueur de temps.

Je vous disais qu'on se concentre sur nos deux principaux services, pare-feu et boucliers, et je vais vous en parler un peu plus en détail

maintenant parce qu'il s'agit de services commerciaux. À quoi cela sert ? Cela aide les entreprises, les petites entreprises ou grandes organisations à répondre à leurs besoins de manière personnalisée. On a une organisation-- on a, par exemple, parmi nos clients, de grandes bibliothèques. On essaie de filtrer le contenu. Donc c'est ce qu'on essaie de les aider à faire. De grandes universités aussi qui sont sans arrêt exposées à des menaces de l'hameçonnage. Dans le secteur privé, on protège une grande entreprise de location de voiture, qui a été victime de plusieurs menaces DDoS.

Donc on offre des services à des organisations vis-à-vis de différentes menaces. Et comme je vous l'ai dit, nous avons plus de 500 entreprises. Et nous offrons des solutions sur mesure. Pour vous donner quelques chiffres, en janvier de cette année, notre service pare-feu a bloqué environ 1 milliard de requêtes malveillantes avec un record de 44,7 millions en un seul jour. Parmi nos clients, nous avons plus d'une centaine d'écoles élémentaires, de collèges, environ 20 établissements hospitaliers, 189 universités, instituts de recherche, etc.

Donc tous ces clients disposent de nos services pare-feu.

Ensuite, il y a un service qu'on offre de manière gratuite à tous les utilisateurs canadiens. C'est le Bouclier canadien. C'est notre programme phare et le service qu'on rend à notre communauté. L'idée, c'est de donner. C'est une cybersécurité, aux utilisateurs, chez eux, et au travail.

Et ça offre trois niveaux de protection. Le premier niveau, c'est un niveau qui a à voir avec la confidentialité, où on encode, ou on chiffre le

trafic DNS. Il s'agit de renforcer la confidentialité de l'utilisateur final. Deuxième niveau qu'on appelle protéger, c'est là qu'on lutte contre les rançons logicielles, réseau zombie, etc. Donc, toutes les menaces connues. Et troisième niveau, pour bloquer le contenu adulte, pour éviter le contenu adulte sur les ordinateurs portables à la maison. Nous avons environ 4 millions de personnes qui utilisent ce service. Et pour nous, je le répète, ça a été une réussite significative. On l'a lancé en avril 2020, juste quand la pandémie a commencé. L'objectif, c'était d'avoir 100 000 utilisateurs en l'espace d'un an. Et 250 000 utilisateurs un an plus tard, et on n'en est à 4 millions d'utilisateurs.

Donc on le fait en partie directement, mais en partenariat également avec Godzilla, donc avec le navigateur Godzilla qui est utilisé par défaut. Ce qui a augmenté de manière spectaculaire le nombre d'utilisateurs. Mais en moyenne, le Bouclier canadien bloque 10 millions de requêtes malveillantes par mois. Donc, du point de vue de la sécurité, c'est réellement impressionnant.

Pour résumer un petit peu les choses, en tant qu'opérateur de registre ccTLD, nous avons renforcé ce que nous faisons, l'infrastructure DNS, l'expertise, l'expérience de nos ressources humaines, les outils que nous utilisons pour continuer à renforcer notre mission, à savoir renforcer la confiance et la sécurité vis-à-vis d'Internet.

En tant qu'organisation, nous considérons qu'il est chaque fois plus important de trouver de nouvelles manières de nous aider à nous acquitter notre mission, outre le fait de renforcer la sécurité de l'Internet au Canada. Et donc, renforcer la cybersécurité sur Internet, ça nous aide à accomplir cette mission. Merci beaucoup.

GUDRUN POULSEN : Merci beaucoup, Byron. Est-ce qu'il y a des questions à l'intention de Byron ?

BYRON HOLLAND : Non. Je pense que je les ai un petit peu assommés avec cette présentation.

GUDRUN POULSEN : On est dans les temps. Donc, surtout, n'hésitez pas si vous avez des questions à poser à Byron. Alors, on va continuer. Merci beaucoup Byron.

Je vais maintenant vous présenter Jaromir Talir, de la République tchèque. Jaromir a travaillé pour le registre de la République tchèque depuis de nombreuses années. Il a été directeur du développement de logiciels depuis 20 ans, et aujourd'hui Jaromir l'expert technique. Il va nous faire une présentation sur l'identité numérique dans l'administration du .CZ. Vous avez la parole.

JAROMIR TALIR : Merci. Je vais essayer de vous donner un aperçu des projets sur lesquels nous travaillons pour essayer d'améliorer l'utilisation de technologies intéressantes comme identité numérique. Je vais commencer par la situation actuelle en Europe, avec la révision de la directive sur la sécurité, qui a été approuvée en décembre de l'année dernière et qui

est maintenant sur le point d'être transposée dans les législations nationales.

Cette nouvelle directive stipule que les opérateurs de registre et bureaux d'enregistrement ont la responsabilité de vérifier l'identité des titulaires de nom de domaine où les données des titulaires de nom de domaine. Et dans l'un des considérants de cette directive, il est question des progrès réalisés dans le domaine de l'identification électronique, la vérification de l'identité électronique.

Diapo suivante s'il vous plaît.

Donc, il y a de nombreuses années, 13 ans exactement, nous avons observé qu'il y a un lien entre l'identité numérique et l'activité des registres. Et nous avons commencé cette activité, MojelD -- ça veut dire « mon identité » en tchèque, qui fonctionne de la manière suivante. Les utilisateurs enregistrent le contact avec nous, et nous, on s'occupe de leur donner. Et ils peuvent immédiatement utiliser ce contact comme le contact administrateur dans le registre. On se concentre toujours sur la vérification d'identité. Que ce soit sous forme d'un contrôle rapide de l'adresse de courrier électronique, courrier postal, etc. Ou en allant un peu plus à fond et en demandant une copie de la carte identité par exemple. Et on se concentre également sur l'identification à plusieurs niveaux. Donc, on offre toujours ses fonctionnalités.

Et à l'heure actuelle, par rapport aux clés numériques, c'est très important.

Ce que vous voyez sur le diagramme, vous voyez qu'il y a des transactions qui ont évolué au fil des ans. Pendant plusieurs années, ç'a

été à la baisse. Et maintenant, ça a changé. Ça changeait à partir de 2020, et je vais vous expliquer pourquoi.

Il y a donc une nouvelle loi sur l'identité numérique en République tchèque, qui a ouvert la possibilité que tous les services gouvernementaux soient ouverts à l'identité numérique, et que des prestataires privés d'identité numérique puissent y avoir accès. Donc il y a un système d'accréditation pour que les utilisateurs aient maintenant la possibilité d'y avoir accès pour soumettre leur déclaration de revenus, assurances de santé, etc. Ce qui permet une chose importante, c'est-à-dire, qu'on a un lien maintenant avec l'utilisateur dans le registre des citoyens. Donc, on reçoit une mise à jour immédiate s'il y a un changement de nom, d'adresse postale. Donc toutes les données sont automatiquement mises à jour.

En 2022, nous avons également réussi à mettre en place des notifications officielles, conformément à la réglementation européenne eIDAS, qui est maintenant en vigueur dans 29 pays européens. Donc les citoyens peuvent remplir la déclaration de revenus en ligne. Et donc, on a vu une forte augmentation dans l'utilisation de ces services en ligne.

Si nous voulons que les gens utilisent des identités numériques, il faut pouvoir expliquer et démontrer l'importance de cela avec des cas d'études. C'est pourquoi on a créé un programme co-marketing. C'est-à-dire qu'on rend l'argent au bureau d'enregistrement qu'il puisse assumer les coûts de marketing de leur programme. Et à partir [inaudible], il sera obligatoire de participer à ce programme.

Sur notre site Web, nous avons également un programme de certification, où l'on classe les bureaux d'enregistrement. Et plus vous avez de MojelD, mieux vous êtes classé. Résultats de cela : beaucoup de bureaux d'enregistrement ont maintenant mis en œuvre cela, ce programme.

Donc, nous avons résolu la situation pour les ressortissants tchèques. Maintenant, la question est de savoir que se passe-t-il avec les ressortissants des autres pays. On s'est posé la question de savoir s'il pouvait utiliser leur propre identité numérique dans leur propre pays. Et donc, on a créé un groupe entre l'Estonie, le Danemark, les Pays-Bas, et on a lancé un projet cofinancé par la Commission européenne en 2020 – 2021, qui devrait nous aider à résoudre justement ce problème.

Et donc le résultat de ce projet, nous avons ces quatre registres qui aient mis en œuvre deux choses. Ils ont donc introduit un portail pour les bureaux d'enregistrement, qui peuvent signer pour une identité numérique et qui peuvent donc, par exemple, passer par une vérification pour des cas ou avoir différentes caractéristiques et fonctionnalités par ce système. Donc c'est la technologie eIDAS. Donc tous les citoyens européens doivent être en mesure de pouvoir accéder à ses registres avec leur identité numérique.

Diapo suivante.

Donc, tout cela a été basé sur un nouveau portail de vérification. Ça été une approche volontaire. Mais cette approche volontaire n'est pas suffisante. Il y a des cas où il faut absolument faire respecter certains points, et nous devons forcer donc un petit peu les choses pour les

titulaires de nom de domaines qui ont été sélectionnés pour avoir une vérification renforcée. Donc il y aura une nouvelle page qui sera pour cela, avec des outils primaires pour une vérification totale. Il faut également couler d'autres initiatives pour les personnes qui n'ont pas d'identité numérique encore. Donc, par exemple confirmation de réception d'un courriel, ou peut-être même une lettre par courrier.

Donc qu'est-ce qui nous attend ?

La Commission européenne est dans le processus de revoir cette réglementation. Il y aura bientôt un portefeuille d'identité numérique européen. Ce sera plus décentralisé, cette approche pour la carte d'identité. Il aura un programme pilote. Et nous essayons de participer à cet écosystème, aux différents tests avec également les Pays-Bas.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ :
peu, s'il vous plaît.

Oui. Si vous pouviez ralentir un petit

JAROMIR TALIR :

Ah oui, d'accord. Tout à fait. Donc, nous essayons de participer pour explorer comment on peut utiliser ce type de portefeuille électronique, numérique. Si vous étiez là hier, avec CIRA, il y a eu une présentation sur ce sujet de Jacques Latour. Ça se fait également au Canada. Donc on a des portefeuilles numériques au Canada également. Donc nous pourrions travailler ensemble à cet écosystème et définir de projets de grande envergure.

Donc l'avenir, l'avenir pour cette dernière diapo.

Nous voulons améliorer l'accès, donc, à l'identité numérique pour le secteur privé, parce qu'actuellement il y a de nombreux pays qui ne permettent pas aux organisations privées d'utiliser les identités numériques gouvernementales.

Donc, j'aimerais terminer pour les Européens. Dans le cadre de NIS2, nous avons un processus de transposition. Et je pense que c'est le bon moment, le bon endroit, pour que l'on puisse permettre l'accès à ces identités numériques. Donc je crois que c'est une véritable fenêtre d'opportunité qui est ouverte. Il faut donc que vous parliez à vos gouvernements de ces méthodes d'identité numérique. Merci beaucoup.

GUDRUN POULSEN :

Merci beaucoup, Jaromir. Y a-t-il des questions pour Jaromir Talir ?

Donc, moi j'en ai une. Donc, quel est le pourcentage des personnes qui entrent dans ce système d'identité numérique ?

JAROMIR TALIR :

Eh bien, j'ai vérifié avant de venir ici. Ce n'est pas encore beaucoup. J'ai regardé notre registre. Vous savez, c'est souvent en rapport avec les personnes individuelles, les particuliers, donc qui sont titulaires à .CZ ; 7 % de ces contacts ont donc une identité numérique. On aimerait passer à des chiffres plus importants, mais je pense que ça va changer dans les années à venir. J'en suis persuadé.

GUDRUN POULSEN : Merci beaucoup. Et quels sont vos objectifs ?

JAROMIR TALIR : 100 %. Non. Je plaisante. Le plus possible. Nous n'avons pas un objectif chiffré à ce niveau.

GUDRUN POULSEN : Merci beaucoup, Jaromir. Nous pouvons l'applaudir.

Ah, il y a une question dans le chat. Est-ce que vous voulez que je la pose ?

Oui. Allez-y.

Oui, c'est une question pour Byron de Angéla, du Botswana. Est-ce que vous avez fait l'expérience de différents flux de domaine pour l'infrastructure de commander le contrôle dans le style de réseau zombie ? Comment est-ce que vous avez géré cela ?

BYRON HOLLAND : Oui. Vu la nature de notre entreprise, je ne vais pas répondre totalement à la question. Mais je dirais oui, et on a réussi à gérer cela.

GUDRUN POULSEN : Oui, merci beaucoup, Byron.

Nous allons poursuivre. Je vais présenter Irina Daniela, qui est sous-directrice de .RU ; elle travaille depuis 13 ans et sa présentation

s'appelle « Le malvoyant va recouvrer la vue lorsque l'inclusion évitée permet les compétences numériques ».

IRINA DANELIA :

Oui. Merci beaucoup, mesdames et messieurs, chers collègues. Et donc j'aimerais également souhaiter la bienvenue aux personnes qui sont en ligne avec nous aujourd'hui. Et aujourd'hui, je ne vais pas parler de noms de domaine, d'inscription à des noms de domaine ou de cybersécurité ou d'autres questions de protocole du DNS. Mais je vais m'exprimer sur comment nous pouvons avoir un monde meilleur.

Et donc de nombreux registres prennent très au sérieux la responsabilité sociale. On s'occupe de l'environnement. On finance des actions pour le développement de caractéristiques et fonctionnalités, de cybersécurité notamment. Mais moi, j'aimerais parler d'une action d'inclusion, pour que l'Internet soit plus inclusif et accessible.

Durant la pandémie, notre vie s'est totalement passée sur l'Internet, pour se faire livrer de la nourriture, pour acheter des choses. Mais est-ce que l'Internet était véritablement facile à utiliser, accessible à toutes et à tous ?

Nous allons avancer dans la présentation.

Qu'en est-il des personnes handicapées, souffrant d'un handicap ?
Qu'en est-il des personnes étant malvoyantes ? Voilà. Merci.

Je ne parle pas de personnes malvoyantes, mais carrément aveugles ; comment ces personnes peuvent-ils et elles utiliser l'Internet ? Eh bien, il y a des logiciels spécialisés qui permettent de convertir le texte avec

une reconnaissance, donc, vocale, avec une lecture vocale plutôt, de l'écran, du texte qui est à l'écran. Mais c'est parfois très complexe et pas toujours compatible avec certains sites Web, pas toujours compatible avec ce qu'il y a à l'écran sur l'Internet. Donc ça ne fonctionne pas toujours.

Diapo suivante, s'il vous plaît.

Donc il y a certains critères qui doivent être respectés si vous voulez que les personnes étant malvoyantes ou aveugles puissent avoir accès à votre site Web. Vous avez donc besoin de respecter certaines normes internationales. Un exemple sur la droite. Vous voyez sur l'écran. Vous voyiez un exemple de captcha, qui est très souvent utilisé pour vérifier l'identité. Eh bien, une personne malvoyante ne peut pas sélectionner là où il y a ce qui est demandé sur l'écran. C'est impossible. On ne voit pas, si on voit mal. Et pour les personnes aveugles, cela pose des problèmes lorsqu'il y a une nouvelle conception d'un site Web par exemple.

Vous allez au marché acheter de la nourriture. Et vous savez que le lait est là, et que le dentifrice est placé là, sur l'étagère. Mais s'il y a une amélioration de l'expérience du consommateur, et que les étagères sont refaites, eh bien, ce n'est plus le lait qui sera là ; ce seront les pommes de terre. Et vous serez un peu perdu, un petit peu frustré. Imaginez l'expérience des personnes malvoyantes.

Donc, si l'on veut que ces sites Web soient accessibles, ces applications mobiles soient accessibles, que ces lecteurs d'écran fonctionnent bien,

ces lecteurs d'écran représentent une première étape et amélioreront l'accessibilité.

L'étape suivante, c'est adopté une conception des sites Web qui va s'assurer de répondre à toutes les normes qui existent et dont on parlait au niveau international, y faire participer donc aux tests une audience - cibler un auditoire ciblé, qui donc a des problèmes d'accessibilité. C'est très important que les développeurs soient au courant de cela et de ces compétences.

Permettez-moi maintenant de vous parler d'une action que nous avons lancée en tant que registre. Depuis plus de 10 ans, nous avons un programme éducatif pour une meilleure gouvernance de l'Internet, pour que les jeunes garçons et les jeunes filles des écoles connaissent mieux l'Internet, sachent mieux utiliser l'Internet. Il s'agit donc de différents éléments pour la compétence numérique. La capacité à apprendre par soi-même et avoir des outils d'autotest avec des jeux interactifs. Et chaque année remet de nouvelles fonctionnalités. C'est en développement constant.

Et, en septembre 2021, par exemple, ma collègue Olga, qui est à la tête de cette action et de ce projet, a dit « Voilà, ce que nous devons faire, c'est que cela soit accessible aux personnes aveugles ».

« Ah très bien. Excellente idée ». On n'y avait pas pensé auparavant. Comment pouvons-nous assurer donc que cela soit disponible pour les personnes aveugles ? Eh bien, nous avons commencé une étude. Nous nous sommes renseignés. Nous avons trouvé un excellent partenaire, qui s'appelle l'Espace d'opportunités équitables, une communauté de

personnes avec différents types de handicaps, qui viennent de toute la Russie, et qui aident les personnes handicapées avec différents problèmes, avec différents challenges. Il y a des formations avec une équipe de développeurs de systèmes. Et ce sont des personnes qui sont parfois eux-mêmes handicapées, et qui prennent en compte les handicaps. Ils ont fait un audit avec nous. Ils ont travaillé avec moi cette enquête. Et ils nous ont beaucoup aidés.

Donc le résultat de l'audit a été au départ assez négatif. Notre projet semblait avoir trop d'éléments interactifs et il fallait le réécrire depuis le début. J'ai répondu « Oui, d'accord. Nous pouvons le concevoir différemment avec un nouveau modèle pour répondre à tous ces critères ». Et donc nous avons pensé à une nouvelle conception, et nous avons travaillé avec un partenaire de conception de sites.

Donc voilà à quoi ressemble le résultat. Vous voyez, c'est une présentation assez simple, une approche très structurée. Et ça, c'est ce qui fonctionne bien pour les lecteurs d'écran. Et ensuite, ça a été mis à la disposition de l'équipier travaillé dessus. On a demandé à avoir une certification qu'on a obtenue, parce qu'elle répondait aux exigences. Et le projet a été lancé en décembre 2022.

La prochaine étape, maintenant, est d'en faire la publicité, de l'annoncer auprès des utilisateurs potentiels, et de voir quelle est leur réaction. Parce que c'est notre première expérience et on veut savoir ce qui a fonctionné, ce qui n'a pas fonctionné à leurs yeux.

Donc on travaille en partenariat avec la bibliothèque pour les gens ayant des troubles visuels de Saint-Petersbourg, également une

bibliothèque pour enfants de Moscou. Et on a présenté ce programme - on va présenter, pardon, ce programme lors d'un événement qui aura lieu en mars-avril, et on attend avec impatience leurs réactions.

Pour conclure, je dirais que ce type de projet ne va pas permettre aux personnes malvoyantes de voir clair. Mais ça va leur permettre de se sentir un peu mieux dans cet espace et faire en sorte de l'Internet soit un peu plus convivial et accessible. Donc en fait, le problème ne vient pas d'eux. Le problème vient de nous. Merci.

GUDRUN POULSEN :

Merci beaucoup Irina. Est-ce qu'il y a des questions pour Irina ?

Oui. Everton, allez-y.

EVERTON RODRIGUES :

Merci Irina. Merci pour cette présentation. Je voulais faire un commentaire par rapport à cette dernière diapo, et ça rejoint justement ce que j'allais dire.

L'accessibilité, on ne devrait pas y penser par rapport aux gens qui ont des problèmes en termes d'accessibilité permanente, mais plutôt y penser pour les gens qui pourraient ne pas avoir accès à un site Web en particulier. Donc, il ne faut pas simplement penser à l'accessibilité permanente.

Et je voulais également dire que .BR a beaucoup de sites Web qui travaillent sur l'accessibilité. On travaille en partenariat. Et l'on serait

heureux de pouvoir entrer en contact avec vous pour partager les meilleures expériences dans ce domaine. Merci.

IRINA DANELIA : Très bien. Merci beaucoup. Merci à vous.

GUDRUN POULSON : Merci beaucoup, Irina. Il nous reste encore du temps. Donc, est-ce qu'il y a des questions ?

BART BOSWINKEL : Pablo a une question.

PABLO RODRIGUEZ : Merci, Irina, de cette présentation fascinante. J'étais impressionné par tout ce que vous avez fait, et je vais rester en contact avec vous.

J'ai une question. Quel type d'organisation, parce que vous avez parlé de bibliothèques publiques ou d'école, fait en sorte que leur contenu soit accessible ? De quel contenu s'agit-il ? Contenu éducatif ou autre ? Est-ce que vous pourriez développer s'il vous plaît ?

IRINA DANELIA : Oui. Je vous ai parlé de bibliothèques comme partenaires potentiels dans la promotion de ce module spécifique, s'il s'agit d'un module éducatif. Et on a déjà l'expérience de partenariat avec des bibliothèques pour pouvoir toucher les enseignants, les écoles, etc. Donc, c'est un petit peu un canal qu'on utilise pour diffuser les

informations par rapport à ce programme et avoir des retours d'information.

Il y a de grandes entreprises russes, comme Yandex Delivery, qui livre de la nourriture, ou autre. Donc, certaines grandes entreprises ont vraiment à cœur de défendre l'accessibilité sur leurs applis. Mais ça, ça concerne les personnes ayant des troubles visuels, mais pas pour les personnes aveugles. Donc, il y a beaucoup de choses qui sont faites, mais il faudrait en faire beaucoup plus pour être honnête.

PABLO RODRIGUEZ : Merci beaucoup.

GUDRUN POULSEN : Est-ce que vous avez des chiffres ? Combien de gens ont eu accès au site Web ?

IRINA DANIELIA : Depuis son lancement en décembre, comme je l'ai dit, on n'a pas fait beaucoup la publicité de ce module. Mais pour ce module particulier, il y a eu environ 400 visites depuis ces 30 derniers jours. Donc, les chiffres sont encore faibles. Mais ça, c'est aussi dû au fait qu'on n'a pas trop diffusé ; on n'en a pas trop fait la publicité parce qu'on préfère attendre les retours d'abord.

GUDRUN POULSEN : Merci beaucoup. On va passer à notre dernière présentation.

ANDREA RAMOS :

Oui. Je suis Andrea. Je vais parler en espagnol.

J'aimerais moi aussi me joindre à cet échange entre le Brésil et la Russie sur l'accessibilité, parce que nous, nous travaillons beaucoup dans ce domaine. On a beaucoup à apprendre. Et l'échange d'expériences dans ce domaine peut s'avérer extrêmement intéressant. Merci.

GUDRUN POULSEN :

Merci beaucoup. Alors, je vais présenter notre dernier intervenant Yudho Giri, de l'Indonésie, président du ccTLD. Et il travaille également à l'Universitas Indonesia.

La présentation de Yudho de cet après-midi sera la dernière présentation, et ça va faire la transition avec la présentation de demain sur la fracture numérique. À vous.

YUDHO GIRI SUCAHYO :

Merci beaucoup. Bonjour à tous. Je m'appelle Yudho Giri Sucahyo, du .ID pour Indonésie. Ça a été un long voyage pour moi. Pour ceux d'entre vous qui ne connaissent pas l'Indonésie, nous avons l'île de Bali, qui est l'une de nos îles. Nous avons plus de 17 000 îles. Et conformément aux dernières recherches de l'association indonésienne, la pénétration de l'Internet en Indonésie-- au plus tôt, nous avons, en Indonésie, 215 millions d'utilisateurs de l'Internet.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Pouvez-vous ralentir s'il vous plaît ?

YUDHO GIRI SUCAHYO :

Oui. Alors, demain, nous allons parler de la fracture numérique lors de l'une des séances de la ccNSO. [Inaudible] que s'est-il passé en Indonésie ?

Plus de 60 % des utilisateurs de l'Internet se trouvent sur les îles de Java et Sumatra. Il y a cinq grandes îles, et nous avons, je vous le répète, 17 000 îles en tout.

Au Mexique, il y a plus de 60 langues locales. En Indonésie, nous en avons plus de 500. Donc, ce serait intéressant que, à l'avenir, quelques-unes d'entre elles fassent partie des IDN.

Donc Veronica a parlé du fait que la gouvernance de l'Internet est très importante. Et lorsqu'on parle de la gouvernance de l'Internet, il y a quatre ressources qu'il faut gérer. La première, c'est l'infrastructure. La deuxième, ce sont les applis. Troisièmement, les informations. Et enfin, les gens.

Donc, je vais maintenant vous expliquer pourquoi il y a fracture numérique en Indonésie. Et vous verrez que ça, ça fait partie du cadre de la COVID-19.

D'abord, l'infrastructure. L'Indonésie, à la fin de 2019, a mis en place une infrastructure avec un projet qui s'est appelé [Kalabari]. Quatre ans après, nous continuons d'avoir des problèmes pour connecter les écoles au réseau. Nous avons des centaines de prestataires de services en Indonésie, mais ils sont surtout situés sur les îles de Sumatra et autres.

On a bien entendu envisagé les satellites, mais vous savez que le coût pour être connecté au satellite est très élevé, beaucoup trop onéreux pour nos populations. Non, la connexion Internet, c'est l'un des problèmes. Mais si vous suivez la prochaine diapo, vous voyez qu'encore faut-il savoir comment utiliser un ordinateur. C'est pourquoi on a lancé une initiative pour mettre en place un partenariat public-privé afin de promouvoir l'accès à l'Internet. J'ai d'ailleurs beaucoup de photos à vous montrer là-dessus.

Donc, nous avons un accès mobile à l'Internet dans plusieurs régions qui sont assez reculées. On ne peut pas y accéder en voiture. Et on a également un accès à l'Internet en utilisant la moto.

Ensuite, les ccTLD et les fournisseurs de services Internet ont l'obligation de s'assurer que les gens peuvent avoir accès à l'Internet. Et en fait, ça veut dire également l'accès aux applis. On s'est aperçu que, pendant la pandémie, qu'on dépendait énormément de l'utilisation des technologies. L'Indonésie, c'est la cinquième économie technologique au monde. Donc, il faut absolument promouvoir l'accès à l'Internet et aux applis de notre population. Il ne faut absolument pas entraver leurs possibilités à avoir accès à cette économie.

C'est pourquoi, avec l'association des fournisseurs de services Internet indonésiens, nous avons placé de nombreux nœuds dans beaucoup d'endroits en Indonésie pour offrir une infrastructure sûre, viable, pour garantir une connexion en Indonésie.

Si vous ne savez pas utiliser l'Internet, vous ne pouvez pas être fonctionnaire public en Indonésie. Et si vous ne savez pas comment

utiliser l'Internet, il faut que vous alliez vous former dans une université. Nous avons un taux d'alphabétisme supérieur à 90 % grâce à notre système éducatif.

Troisième pilier, données et informations.

Donc, hier, j'ai été au GAC à écouter une conversation sur ce sujet. Et aujourd'hui, nous devons absolument faire en sorte que le fossé numérique soit comblé. Nous devons agir pour la cybersécurité, notamment.

En Indonésie, nous avons le cas de rançongiciels, d'hameçonnage également. Et ces cinq dernières années, il y a de plus en plus d'utilisations malveillantes de l'Internet. C'est pour cela que l'Indonésie coopère avec d'autres prestataires de services Internet d'Indonésie et qu'on peut aller sur [inaudible].ID pour voir comment on peut lutter contre l'hameçonnage.

Et nous opérons également avec l'ICANN, avec l'ICANN Asie-Pacifique, avec APNIC. Nous essayons de faire en sorte que les administrateurs de réseaux soient bien informés au niveau du DNS, au niveau du DNSSEC également. Il y a des formations qui sont effectuées également pour l'iPv6.

Lorsqu'on parle des personnes, maintenant, il y a quatre catégories. Premièrement, la sensibilisation numérique de la population. Le niveau d'alphabétisation numérique. Et l'expertise numérique qui puisse exister.

Donc pour l’alphabétisation numérique, nous avons des partenariats avec les gouvernements et avec les universités. C’est une organisation multipartite que nous avons formée, avec des fonctionnaires, avec des universitaires, qui travaillent ensemble pour l’alphabétisation numérique au niveau national. Nous avons tout un mouvement qui est coordonné par le Ministère des technologies de l’information et des communications. Nous avons donc tout un programme de formation à ce niveau.

Et nous avons donc quatre piliers. Nous devons former notre population. Nous devons avoir des compétences accrues sur l’éthique notamment, et sur la sécurité, la cybersécurité. C’est le quatrième pilier. Nous l’avons vu. Il faut absolument lutter contre des problèmes comme l’hameçonnage.

Les compétences numériques, nous avons cet institut, Pandi. Et nous testons les personnes sur tout ce qu’elles savent des technologies de l’information, de l’Internet. On teste leurs connaissances. Et notre gouvernement a un programme également de compétences numériques. Notre gouvernement a une académie pour le numérique, qui est gratuite, au niveau des experts du numérique. Notre gouvernement a des bourses pour la formation au plus haut niveau. Par l’intermédiaire de Pandi, nous avons notre institut. Nous avons les petites et moyennes entreprises qui sont formées. Les enseignants également sont aidés et les femmes.

Donc en combinant toutes les parties prenantes, le nombre de domaines est passé de 350 000 en 2019, et on a plus de 700 000 domaines en 2022. Donc, en seulement trois ans, nous avons

doublé. Et nous allons, j'espère, bientôt arriver, au début de l'année prochaine, à notre premier million de domaines en Indonésie, domaines .ID.

Merci beaucoup de votre attention. N'hésitez pas à me contacter si vous avez des questions pour que nous puissions parler de ce fossé numérique et de comment nous pouvons le combler. Je redonne donc la parole à notre modératrice.

GUDRUN POULSEN : Oui. Merci beaucoup. C'était tout à fait intéressant comme présentation. Y a-t-il des questions pour Yudho ?

BART BOSWINKEL : Oui. Pablo a une question.

GUDRUN POULSEN : Allez-y, Pablo.

PABLO RODRIGUEZ : Merci beaucoup. C'était fascinant comme présentation. Nous vous en remercions d'avoir partagé toutes ces informations. Ce que j'ai à l'esprit, c'est comment est-ce que vous gérez les personnes qui ne parlent pas les langues principales pour s'inscrire donc à tous ces services que vous avez offerts. Mais ce n'est pas dans ces 500 langues. Donc, comment est-ce que vous faites pour ce fossé linguistique ?

YUDHO GIRI SACAHYO :

Eh bien, nous avons plus de 500 langues, oui. Mais nous avons ce que nous appelons le *bahasa* indonésien. C'est une langue de communication parlée par tout le monde en Indonésie. Donc c'est notre langue nationale, mais nous avons 500 langues locales ou c'est un script différent qui est utilisé. Donc, nous voulons que ça devienne, tous ces scripts et ces différents types d'écriture, un standard national. On veut accroître le statut de ces langues locales. Et nous voulons avoir plus d'IDN. Mais pour engager les personnes qui ne sont pas sur une île principale, eh bien, sur le continent si vous voulez, nous avons des programmes pour atteindre ces personnes dans les régions rurales et dans les villes, par exemple, isolées.

Donc, ce qui se passe en Indonésie, c'est que les personnes achètent des noms de domaine. Et nous avons des impôts ; des impôts d'environ 25 %. Mais ce ne sont pas des impôts sur le revenu. Les impôts qui sont collectés de cette manière sur les noms de domaine sont redonnés au gouvernement pour que nous lancions des programmes en rapport avec l'écosystème numérique en Indonésie.

Donc, nous coopérons avec le gouvernement indonésien pour que toutes les îles soient couvertes. Cela revient cher. Oui. Mais ce n'est pas nous qui comptons. C'est la prochaine génération. Comment est-ce que l'on peut donner toutes ces compétences à la nouvelle génération, et que ces prochaines générations puissent retirer les fruits de cette économie numérique que nous sommes en train de créer. Merci.

PABLO RODRIGUEZ :

Merci. Présentation tout à fait fascinante. Merci beaucoup.

GUDRUN POULSEN : J'aimerais remercier tous les présentateurs et présentatrices. C'est quelque chose de remarquable. Nous devons applaudir tous nos intervenants.

Toutes les présentations seront disponibles sur le site Web. Vous pouvez poser des questions et contacter ces personnes. Vous pouvez trouver leur contact et leur présentation sur le site de l'ICANN76 et sur le calendrier de la réunion. Merci beaucoup de votre attention aujourd'hui.

L'enregistrement est maintenant terminé.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]